

OBJET : Premiers éléments opinion de la semaine

Nous sortons d'une semaine chargée et politique. En l'attente de quantifications, les événements suivants semblent avoir marqué l'opinion :

1. **Air France.** Les images de violence ont heurté (dans un contexte où renaissent les craintes d'une société invivable), entraînant dans le courrier quelques propos très durs, confirmés par les quantis : 75% des Français se sont dit choqués par ces violences (Elabe). Mais parallèlement sont apparus des soutiens aux personnels d'Air France qui, sans justifier ces actes, s'identifiaient au sentiment de mépris, d'humiliation et d'écrasement par une machine économique dérégulée qui fait bien peu cas d'eux. Le récit, dangereux, des petits contre les puissants s'est, ici ou là, noué.

Dans la réponse, la répartition des rôles était bonne : le PM pour couper court à la propagation du désordre (même s'il y avait, comme souvent, un peu trop de brutalité dans son autorité) ; le PR pour renouer le dialogue et tenter de dégager une solution (au profit, précisément, des « petits »). Cette répartition des rôles a cependant sans doute été trop fugace pour avoir été bien identifiée.

2. **Le braquage**, dont la couverture médiatique a été en réalité assez faible (moins de 350 UBM), mais qui semble avoir eu un impact dans l'opinion beaucoup plus fort, résonnant précisément avec l'image d'une société où des violences répondent à d'autres, finissent par faire système et accentuent les frayeurs.

Les postures de fermeté de B. Cazeneuve (y compris sur des sujets connexes comme les dénaturalisations) ont sans doute peu été entendues, mangées par la polémique développée autour de C. Taubira. Même si le message de la Garde des sceaux était bien orienté, il paraît trop orthogonal à son image pour avoir été accepté : ne restera très certainement (y compris à gauche) que le sentiment d'un certain laxisme, que les manifestations de la semaine prochaine pourraient accentuer.

La reprise par M. Valls des propos sur une révision de la législation est passée très vite. Il pourrait être utile d'y revenir et de la scénariser autour de quelques séquences la semaine prochaine pour que les Français l'entendent, et ne pas laisser prospérer ce sentiment de non-maîtrise. La sécurité est l'un des rares domaines où le gouvernement donne confiance, cet acquis doit être préservé : rien ne serait pire que d'ajouter aux reproches économiques un procès en laxisme sécuritaire.

3. **La polémique Morano**, dont la résonnance a été très inhabituelle dans l'opinion (d'ordinaire prompt à se désintéresser des joutes politiques qui ne l'intéressent pas) ; preuve qu'elle a touché quelque chose de profond (cf. note sur cette polémique et son contexte).

Les médias s'en sont, logiquement, saisis ; mais ce ne sont pas les journalistes qui ont créé le bruit autour de Morano : ils ont relayé une caisse de résonance qui s'était spontanément mise en route dans l'opinion, et persistera sans doute au-delà de la personne de N. Morano.

4. **L'actualité du Président**, intéressante cette semaine.

- a) En début de semaine, **le déplacement auprès des victimes des inondations** a été relevé, signe d'humanité et de consolation des sinistrés. Devrait en rester une trace positive (même si sans doute fugace) confortant ce que l'image du Président a de meilleur.

- b) La passe d'arme avec MLP** a également accroché l'attention. Moins sur le message de défense de l'Europe (l'angle n'accroche pas présenté comme tel), que : (i) sur la forme, d'un Président qui non seulement se défend mais attaque une M. Le Pen outrancière et vulgaire. L'effet de surprise a clairement été un des ressorts de l'attention : on ne s'attendait pas à voir un Président combatif ; et la netteté de sa réaction a surpris. (ii) dans une moindre mesure en réactivant les peurs attachées au FN (« *sortir de la démocratie* »).

Comme à chaque fois que leur attention est attirée directement sur le Président plutôt que par le bruit médiatique qui l'entoure, beaucoup de Français paraissent surpris par sa ténacité et sa volonté. Ce sont des petits cailloux, des jalons mémoriels utiles, qui seront à répéter.

Le camp des Milles a pu prolonger cette séquence, mais en mineur : le message sur la République, qui aurait pu continuer à poser les termes d'une alternative entre deux choix de société et deux conceptions du vivre-ensemble, a été écrasé par l'annonce du durcissement de la loi (qui n'a en tant que tel provoqué aucun retour d'opinion).

Il pourrait être intéressants de recommencer à creuser le sillon, purement politique, du choix de société dans laquelle nous voulons vivre (ressentiments et divisions vs. règles, remise en ordre et apaisement), sans nécessairement la lester d'annonces.

- 5. Syrie.** Le sujet est très haut dans les verbatims depuis des semaines, même si nous n'en parlons que peu. Nous aurions tort d'en négliger l'impact : toutes les remontées d'opinion renvoient le sentiment que V. Poutine, depuis qu'il est entré en scène lors de l'AGNU, « *mène le jeu* » (à New-York, c'est la confrontation entre les présidents russe et américain qui a posé le cadre mental, dans lequel est venu s'insérer la France sans que sa position soit bien comprise) ; laissant craindre une extension non-maîtrisée du conflit (la crainte d'un conflit « *mondial* » est réel) dans lequel nous sommes dorénavant profondément engagé.

Le besoin d'explications et de cadrages très réguliers sur ce sujet continue à se faire sentir. Ils s'adressent directement au Président, chef d'un pays en guerre.

- 6. La crise des réfugiés est encore et toujours dans les têtes** même si les médias n'en parlent plus. Les cas de conscience non-résolus continuent à peser.

Là encore, le besoin de réaffirmer en permanence le cadre de notre action, proposer des réponses aux dilemmes moraux, et redire le « plan d'ensemble » de la réponse européenne (présenté de façon trop fragmenté pour être vu comme tel, renvoyant un sentiment de non-maîtrise) reste très présent.

*

Les autres actualités (70 ans Sécu, PJJ santé etc.), malgré leur bonne médiatisation, ne laisseront sans doute pas de trace. La semaine passée, seuls 3% des Français avaient restituées dans les questions ouvertes les annonces pourtant nombreuses (budget, sécurité routière, réforme du collège). L'attente est aujourd'hui à une redéfinition des axes et de la cohérence de l'action (répétée de nombreuses fois pour transpercer le brouillard), dans lequel pourront venir s'enchâsser les événements liés au gouvernement. Ils feront difficilement sens sans cela.

*

Ci-joint 3 points plus détaillés réalisés par le SCP sur ces actualités. Les quantifications sont moins directement représentatives (il faut corriger les biais d'autosélection) que les éléments qualis, d'expérience largement partagés par l'ensemble des Français.

Si le Président le souhaite, nous pourrions organiser avec le SCP lorsque nécessaire des points de restitutions (5-10 min) de ce qui ressort particulièrement des courriers d'actualité reçus./AA

➤ **22% des messages portent sur le déplacement du Chef de l'Etat sur les lieux des catastrophes :**

- La moitié remercie le Président « *au nom de tous les Azuréens* » pour « *cette belle action qui a consolé un peu les sinistrés* » : « *Vous n'avez pas attendu que les torrents s'écoulent pour venir constater les dégâts* »,
- L'autre moitié critique le déplacement vu comme une opération de communication « *à la posture compassionnelle* » et couteuse : « *N'aurait-il pas mieux fallu distribuer l'argent aux sinistrés plutôt que de régler votre voyage pour au final venir 5h et repartir ?* ».

➤ **28% des intervenants commentent la situation des sinistrés :**

Ceux-là mettent en cause l'efficacité des moyens de l'Etat et exhortent le gouvernement à porter davantage assistance aux sinistrés « *qui se sentent oubliés et esseulés* ». 7 demandent une mobilisation de l'armée, voire des chômeurs : « *Je suis sous le choc de ne pas voir nos militaires qui n'attendent que ça, aider nos concitoyens* ».

➤ **19% sont des messages de condoléances**

➤ **17% sont des contributions de nature technique** pour limiter les risques d'inondation, la plupart regrettant une mauvaise gestion des cours d'eau : « *si on nettoyait nos rivières comme dans le passé il y aurait moins de catastrophes* ».

➤ **8% sont constituées d'initiatives personnelles d'assistance aux sinistrés**

➤ **6% soulignent les contraintes posées par les assurances :** une entreprise du bâtiment et une élue s'inquiètent notamment des montants et des délais prévus par les sociétés d'assurance.

➤ **Un tiers des correspondants a vivement réagi aux violences perpétrées à l'issue du comité d'entreprise**

Assimilant volontiers les actes de quelques individus à l'attitude « *corporatiste des syndicalistes n'agissant que dans leur intérêt personnel* », ces correspondants ont condamné énergiquement l'intervention des salariés contre les cadres de l'entreprise, l'un d'entre eux appelant à une réaction ferme de la part du Gouvernement : « *C'est vraiment une honte la manière dont ces racailles de syndicalistes de la CGT se sont comportés avec les dirigeants d'Air France qu'ils auraient volontiers lynchés si on les avait laissé faire.* » ; « *Je suis très choqué par les violences des salariés chez Air France. Je demande une réaction de fermeté de la part du Gouvernement* ».

➤ **Les deux autres tiers témoignent d'une certaine solidarité avec les salariés de la compagnie**

Sans justifier la violence, ils expriment leur soutien aux personnels d'Air France et soulignent la « *violence souvent invisible et terriblement réelle au quotidien* » que peuvent parfois subir les employés, notamment dans un contexte économique difficile et la menace perpétuelle d'un licenciement : « *Je comprends bien que vous condamnerez les violences qui ont eu lieu. Toutefois, dans cette affaire, on ne parle pas des 2 900 personnes licenciées à qui il est aussi fait violence* ».

Ceux-là dénoncent avant tout « *l'hypocrisie* » de la direction d'Air France qui ne jouerait pas vraiment le jeu du dialogue social mais ne viserait *in fine* qu'à un « *dégraissage salarial* ».

Parmi eux, **deux se sont indignés de la position du gouvernement et des termes employés par le Premier ministre** pour soutenir la direction d'Air France : « *Je souhaite vous faire part du choc que j'ai ressenti quand le Premier ministre a dit que les employés d'Air France ayant molesté leurs encadrants étaient des voyous. [...] J'invite très respectueusement et sans aucun sarcasme le Premier ministre à regarder la définition d'un voyou dans le dictionnaire* ». Un autre a critiqué la gestion de « *l'Etat actionnaire* » de ce dossier.

➤ **78% soutiennent le Chef de l'Etat :**

Ces correspondants le félicitent avant tout pour la qualité de son intervention : « *Merci d'avoir pris de la hauteur face à Marine le Pen* » ; « *Merci de redonner du sens à la politique* ».

- Cette passe d'armes a été l'occasion de rassembler les Français de gauche comme de droite autour des « *valeurs communes de la République* », 60% des intervenants fustigeant en effet le « *comportement indigne d'une élue* » de la parlementaire FN : « *Comment Madame Le Pen peut-elle prétendre vouloir être présidente de la République française alors qu'elle dénigre le président de tous les Français ?* »
- Pour une poignée de sympathisants de François Hollande, cet épisode constitue également un signal encourageant pour 2017 : « *Les mots si justes que vous avez utilisés me permettent de ne surtout pas perdre espoir pour votre réélection* » ; 2 comparent le Chef de l'Etat à François Mitterrand, soulignant la « *force* » de son engagement européen : « *Oui, nous avons besoin de grands Européens comme vous qui illustrent l'esprit de cette merveilleuse construction européenne* ».
- Par ailleurs, 1 remercie le Chef de l'Etat pour « *la savoureuse réponse* » à Marine Le Pen et le discours prononcé hier au Camp des Milles : « *En ces temps tumultueux pour la gauche qui semble parfois, et malheureusement, avoir perdu la bataille des idées tant nous sommes envahis par les sentences xénophobes, racistes et populistes (...), vous êtes le garant de nos valeurs.* »

➤ **21% se montrent plus critiques** et prolongent, dans une certaine mesure, le débat avec le Chef de l'Etat, en **lui répondant plus particulièrement sur la notion de souveraineté européenne.**

- Quelques-uns soutiennent explicitement Marine Le Pen, renvoyant le Président de la République à la « *soi-disant démocratie européenne* », faisant référence au référendum de 2005 et à la politique économique de l'UE, perçue comme « *libérale* » et « *dominée par l'Allemagne* » (« *l'ordolibéralisme allemand* ») : « *Si c'est le prix à payer pour retrouver souveraineté et indépendance de la France, je suis prêt à une alliance de circonstance avec le FN et cela ne fera pas de moi un sympathisant des thèses FN* ». Un intervenant dénonce également la « *démagogie* » de François Hollande vis-à-vis du FN : « *Vous menez le FN au pouvoir en croyant que la montée de l'islamisme vous aidera à avoir des voix* ».
- D'autres répliquent aux arguments du Chef de l'Etat, sans toutefois se positionner politiquement. Ainsi, réfutant l'idée d'une souveraineté européenne qui « *bien sûr ne peut exister, simplement du fait que le peuple européen n'existe pas* », un intervenant loue cette « *Europe des Nations qui a apporté aux citoyens de ce continent ses plus belles fiertés* ». L'un d'eux interpelle le Chef d'Etat : « *Franchement, c'est quoi la démocratie dans un pays où l'heureux élu obtient 20 à 25% des voix ?* ».